

STATUTS DE GENEURO SA

TITRE PREMIER RAISON SOCIALE - SIEGE - BUT - DUREE

Article 1 Raison sociale

Il existe, sous la raison sociale

GeNeuro SA,

une société anonyme qui est régie par les présents statuts et, pour tous les cas qui n'y sont pas prévus, par le Titre XXVI du Code des obligations.

Article 2 Sièg

Le sièg de la société est à Plan-les-Ouates.

Article 3 But

La société a pour but principal la recherche, le développement, la fabrication et la commercialisation de produits utilisés, en particulier, à des fins de thérapie, notamment, dans le domaine de la santé. La société peut conduire toute activité liée directement ou indirectement à son objet social ou qui est susceptible de le promouvoir.

Article 4 Durée

La durée de la société est indéterminée.

TITRE II CAPITAL SOCIAL

Article 5 Capital-actions émis

Le capital-actions est de sept cent trente-deux mille neuf cent cinq francs et nonante centimes (Fr. 732'905.90).

Il est divisé en quatorze millions six cent cinquante-huit mille cent dix-huit (14658118) actions au porteur de cinq centimes (Fr. 0.05) chacune, entièrement libérées.

La société peut convertir les actions au porteur en actions nominatives.

Article 5bis Capital-actions autorisé

Le conseil d'administration est autorisé, dans un délai de deux (2) ans, à augmenter le capital-actions de la société d'un montant maximum de trois cent deux mille neuf cent nonante francs quarante-cinq centimes (Fr. 302'990.45) par l'émission d'au maximum six millions cinquante-neuf mille huit cent neuf (6059809) nouvelles actions au porteur, d'une valeur nominale de cinq centimes (Fr. 0.05) chacune, entièrement libérées.

Le conseil d'administration peut procéder à l'augmentation du capital en entier ou par tranches.

Le conseil d'administration détermine le prix d'émission, la nature des apports et la date à compter de laquelle les nouvelles actions donnent droit au dividende, ainsi que les autres modalités de l'émission des actions qui ne sont pas réservées à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration décide de l'affectation des droits préférentiels de souscription des actionnaires qui n'ont pas été exercés.

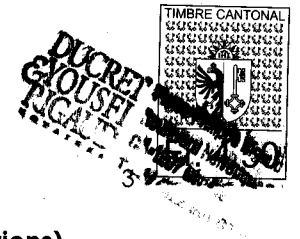
Le conseil d'administration peut supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription :

- pour les options attribuées dans le cadre usuel aux établissements financiers preneurs fermes en lien avec l'introduction de la société en bourse (option de surallocation);
- pour l'acquisition d'entreprises, de parties d'entreprises et de participations;
- pour le placement d'actions nouvelles sur les marchés internationaux des capitaux par voie d'offre au public ou de placement auprès d'investisseurs institutionnels au prix qui résultera de la construction du livre d'ordre (bookbuilding).

Article 5ter Capital-actions conditionnel (administrateurs et employés)

Le capital-actions de la société peut être augmenté d'un montant de cent neuf mille neuf cent trente-cinq francs et quatre-vingt-cinq centimes (Fr. 109'935.85), au plus, par l'émission d'un maximum de deux millions cent nonante-huit mille sept cent dix-sept (2198717) actions, au porteur, d'une valeur nominale de cinq centimes (Fr. 0.05) chacune, par l'exercice de droits d'option accordés aux administrateurs, employés et aux consultants de la société, selon un plan d'intéressement approuvé par le conseil d'administration.

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires est supprimé en faveur des bénéficiaires du plan d'intéressement, tant pour l'émission des options que pour les nouvelles actions émises.



Article 5quater Capital-actions conditionnel (prêts convertibles ou à options)

Le capital-actions de la société peut être augmenté d'un montant de cent neuf mille neuf cent trente-cinq francs et quatre-vingt-cinq centimes (Fr. 109'935.85), au plus, par l'émission d'un maximum de deux millions cent nonante-huit mille sept cent dix-sept (2198717) actions, au porteur, d'une valeur nominale de cinq centimes (Fr. 0.05) chacune, par l'exercice d'options ou de droits de conversion liés à des emprunts ou à des obligations semblables. Le droit préférentiel de souscription des actionnaires relatif aux actions ainsi émises est exclu.

Le droit préférentiel de souscription des actionnaires relatif aux emprunts obligataires ou obligations semblables peut être restreint ou supprimé par le conseil d'administration si l'émission a lieu en vue du financement de l'acquisition d'entreprises, de parties d'entreprises ou de participations.

En cas d'exclusion du droit préférentiel de souscription, les emprunts obligataires et obligations semblables seront offerts aux conditions du marché. La date d'exercice des options n'excédera pas cinq (5) ans à partir de la date d'émission et celle des droits de conversion dix (10) ans à partir de la date de l'emprunt ou de l'obligation semblable. Le prix d'exercice pour l'acquisition des nouvelles actions correspondra au moins au prix du marché au moment de l'émission.

Article 6 Titres intermédiés

Les actions de la société sont en principe émises sous forme de droits-valeurs. Le conseil d'administration peut toutefois décider d'émettre des certificats individuels ou un certificat global.

Les actions sont en principe remises à un dépositaire et inscrites au crédit de comptes de titres (titres intermédiés). Les actions détenues par le dépositaire et représentées, le cas échéant, par des certificats pourront être converties en tout temps en droits-valeurs. Les actions sous forme de titres intermédiés ne peuvent être transférées que par le débit et le crédit de comptes de titres.

L'actionnaire renonce à tout droit à l'émission d'un papier-valeur représentant ses actions.

Article 7 Droits et obligations des actionnaires

Chaque action est indivisible à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un propriétaire pour une action.

Chaque actionnaire a droit à une part de bénéfice résultant du bilan et du produit de liquidation en proportion des versements opérés au capital-actions.

Les actionnaires ne sont tenus que des prestations statutaires et ne répondent pas des dettes sociales.

TITRE III ASSEMBLEE GENERALE**Article 8 Portée des décisions**

L'assemblée générale est le pouvoir suprême de la société.

Ses décisions sont obligatoires pour tous les actionnaires, même non présents ou non représentés.

Les décisions de l'assemblée générale qui violent la loi ou les statuts peuvent être attaquées par le conseil d'administration ou par chaque actionnaire, dans les conditions prévues aux articles 706, 706a et 706b du Code des obligations.

Article 9 Compétences inaliénables

L'assemblée générale des actionnaires a le droit inaliénable et intransmissible :

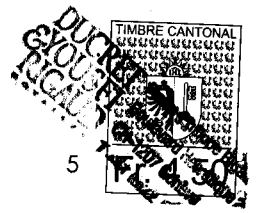
1. d'adopter et modifier les statuts;
2. de nommer et révoquer les membres du conseil d'administration, le président du conseil d'administration, les membres du comité de rémunération, le représentant indépendant et l'organe de révision;
3. d'approuver les comptes annuels, le rapport annuel et les comptes consolidés;
4. de déterminer l'emploi du bénéfice résultant du bilan, en particulier fixer le dividende;
5. de donner décharge aux membres du conseil d'administration;
6. d'approuver la rémunération globale du conseil d'administration et de la direction;
7. de prendre toutes les décisions qui lui sont réservées par la loi ou les statuts.

Article 10 Assemblée ordinaire et extraordinaire

L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Une assemblée générale des actionnaires peut être réunie extraordinairement, aussi souvent qu'il est nécessaire.

Les dispositions qui suivent s'appliquent aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires.



Article 11 Droit de convocation, ordre du jour

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration et, au besoin, par les réviseurs ou les liquidateurs.

Un ou plusieurs actionnaires, représentant ensemble dix pour cent (10%) au moins du capital-actions, peuvent aussi requérir la convocation de l'assemblée générale ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.

La convocation et l'inscription d'un objet à l'ordre du jour doivent être requises par écrit en indiquant les objets de discussion et les propositions.

Aucune décision ne peut être prise sur des objets qui n'ont pas été ainsi portés à l'ordre du jour, sauf sur les propositions de convoquer une assemblée générale extraordinaire ou d'instituer un contrôle spécial.

Il n'est pas nécessaire d'annoncer à l'avance les propositions entrant dans le cadre des objets portés à l'ordre du jour ni les délibérations qui ne doivent pas être suivies d'un vote.

Article 12 Modalités de convocation

L'assemblée générale est valablement convoquée par avis inséré dans la Feuille Officielle Suisse du Commerce, au moins vingt jours avant la date de la réunion.

Sont mentionnés dans la convocation les objets portés à l'ordre du jour ainsi que les propositions du conseil d'administration ou des actionnaires qui ont demandé la convocation de l'assemblée ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.

Le rapport de gestion, le rapport de rémunération et le rapport de révision sont mis à la disposition des actionnaires, au siège de la société et des succursales s'il en existe, vingt jours au plus tard avant l'assemblée générale ordinaire. Chaque actionnaire peut exiger qu'un exemplaire de ces documents lui soit délivré dans les meilleurs délais. Tout actionnaire peut encore, dans l'année qui suit l'assemblée générale, se faire délivrer par la société le rapport de gestion approuvé par l'assemblée générale ainsi que le rapport de révision.

Sous réserve de la loi et des statuts, le conseil d'administration édicte un règlement spécifiant les règles de bonnes pratiques applicables à la convocation et à la tenue des assemblées générales et aux relations avec les actionnaires.

Article 13 Assemblée générale universelle

Les propriétaires ou les représentants de la totalité des actions peuvent, s'il n'y a pas d'opposition, tenir une assemblée générale sans observer les formes prévues pour sa convocation.

Aussi longtemps qu'ils sont présents, cette assemblée a le droit de délibérer et de statuer valablement sur tous les objets qui sont du ressort de l'assemblée générale.

Article 14 Droit de vote

Les actionnaires exercent leur droit de vote à l'assemblée générale proportionnellement à la valeur nominale de toutes les actions qui leur appartiennent.

Chaque actionnaire a droit à une voix au moins, même s'il ne possède qu'une action.

Le conseil d'administration prend les mesures nécessaires pour constater le droit de vote des actionnaires.

Article 15 Représentation

Un actionnaire peut faire représenter ses actions par un tiers, actionnaire ou non, muni de pouvoirs écrits.

L'action grevée d'un droit d'usufruit est représentée par l'usufruitier; celui-ci est responsable envers le propriétaire s'il ne prend pas ses intérêts en équitable considération.

Article 16 Représentant indépendant

L'assemblée générale élit le représentant indépendant jusqu'à la fin de l'assemblée générale ordinaire suivante.

En cas de vacance, le conseil d'administration désigne le représentant indépendant en vue de la prochaine assemblée générale.

Le représentant indépendant exerce les droits de vote selon les instructions générales ou spécifiques données par les actionnaires. Lorsqu'il n'a reçu aucune instruction, il s'abstient.

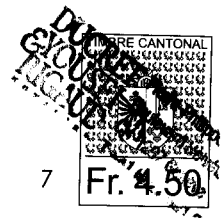
Le conseil d'administration règle l'octroi par voie électronique de pouvoirs et d'instructions au représentant indépendant.

La représentation des actionnaires par un membre d'un organe de la société ou par un dépositaire est interdite.

Article 17 Président de l'assemblée, secrétaire

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par le vice-président, ou, à défaut, par un autre administrateur, ou encore, à défaut, par un autre actionnaire.

Le président désigne le secrétaire qui ne doit pas nécessairement être un actionnaire.



Article 18 Constitution, décisions

Le président de l'assemblée générale constate la constitution de l'assemblée conformément à la loi et aux statuts.

L'assemblée générale est valablement constituée quel que soit le nombre des actionnaires présents ou représentés.

Article 19 Décisions

Si la loi ou les statuts n'en disposent pas autrement, l'assemblée générale prend ses décisions et procède aux élections à la majorité absolue des voix attribuées aux actions représentées. Si un second tour de scrutin est nécessaire, la majorité relative est suffisante.

Toutefois, une décision de l'assemblée générale recueillant au moins les deux tiers des voix attribuées aux actions représentées et la majorité absolue des valeurs nominales est nécessaire pour :

1. la modification du but social ou de la forme juridique de la société;
2. l'introduction d'actions à droit de vote privilégié;
3. l'augmentation autorisée ou conditionnelle du capital-actions ou l'augmentation ordinaire au moyen des fonds propres, contre apport en nature ou en vue d'une reprise de biens ou avec l'octroi d'avantages particuliers;
4. la limitation ou la suppression du droit préférentiel de souscription;
5. le transfert du siège de la société;
6. la dissolution de la société;
7. les autres cas prévus par la loi.

En cas de partage égal des voix, celle du président de l'assemblée est prépondérante.

Article 20 Procès-verbal

Le président de l'assemblée veille à la rédaction du procès-verbal. Celui-ci mentionne :

1. le nombre, l'espèce, et la valeur nominale des actions représentées par les actionnaires ainsi que le représentant indépendant;
2. les décisions et le résultat des élections;
3. les demandes de renseignements et les réponses données;

4. les déclarations dont les actionnaires demandent l'inscription.

Le procès-verbal est signé par le président et le secrétaire de l'assemblée.

Les actionnaires ont le droit de consulter le procès-verbal.

TITRE IV CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 21 Composition

La société est administrée par un conseil d'administration composé de cinq (5) à dix (10) membres.

La composition du conseil d'administration doit être conforme aux dispositions du Code des obligations.

Article 22 Election

L'assemblée générale élit individuellement les membres du conseil d'administration.

La durée des fonctions des administrateurs est d'un an; elle s'achève à la fin de l'assemblée générale ordinaire qui suit leur élection. Les administrateurs sont rééligibles.

Article 23 Présidence

L'assemblée générale élit le président du conseil d'administration. En cas de vacance en cours de mandat, le président est élu par le conseil d'administration.

Le mandat du président s'achève à la fin de l'assemblée générale ordinaire suivante. Il est rééligible.

Le conseil d'administration peut élire un vice-président et un secrétaire. Ce dernier n'appartient pas nécessairement au conseil d'administration.

Article 24 Décisions

Si le conseil d'administration se compose de plusieurs membres, ses décisions sont prises à la majorité des voix émises par les membres présents, pourvu toutefois que ceux-ci forment la majorité du conseil.

Toutefois, aucun quorum n'est nécessaire pour procéder aux formalités relatives aux augmentations du capital-actions, à la libération ultérieure du capital-actions ou à l'émission de bons de participation et à la modification des statuts consécutive à ces opérations.



Les séances peuvent être tenues sous forme de réunion, de conférence téléphonique, de vidéo-conférence ou de tout autre moyen permettant la tenue de délibérations.

Le conseil d'administration est présidé par le président, à défaut par le vice-président, ou à défaut par un autre administrateur.

En cas de partage égal des voix, celle du président du conseil d'administration est prépondérante.

Article 25 Procès-verbal, décision par approbation écrite

Il est tenu un procès-verbal des décisions et des délibérations du conseil d'administration.

Celui-ci est signé par le président de la séance et le secrétaire; il doit mentionner les membres présents.

Les décisions du conseil d'administration peuvent également être prises en la forme d'une approbation donnée par écrit à une proposition, à moins que la discussion ne soit requise par l'un de ses membres. Elles doivent être inscrites dans le procès-verbal de la séance suivante.

Article 26 Compétences

Le conseil d'administration peut prendre des décisions sur toutes les affaires qui ne sont pas attribuées à l'assemblée générale par la loi ou les statuts.

Il a les attributions intransmissibles et inaliénables suivantes :

1. exercer la haute direction de la société et établir les instructions nécessaires;
2. fixer l'organisation;
3. fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier ainsi que le plan financier;
4. nommer et révoquer les personnes chargées de la gestion et de la représentation;
5. exercer la haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion, pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les statuts, les règlements et les instructions données;
6. établir le rapport de rémunération;
7. établir le rapport de gestion (comprenant le rapport annuel, les comptes annuels et les comptes consolidés) et préparer l'assemblée générale et exécuter ses décisions;
8. informer le juge en cas de surendettement.

Le conseil d'administration peut répartir entre ses membres, pris individuellement ou en comités, la charge de préparer et d'exécuter ses décisions ou de surveiller certaines affaires. Il veille à ce que ses membres soient convenablement informés.

Article 27 Exercice de la gestion, délégation

La gestion est en principe exercée conjointement par tous les membres du conseil d'administration.

Sous réserve de ses attributions intransmissibles et inaliénables, le conseil d'administration peut toutefois déléguer toute ou partie de la gestion à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers conformément à un règlement d'organisation.

Ce règlement fixe les modalités de la gestion, détermine les postes nécessaires, en définit les attributions et règle en particulier l'obligation de faire rapport.

Article 28 Représentation

Le conseil d'administration peut déléguer le pouvoir de représentation à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers auxquels il confère la signature sociale individuelle ou collective.

Le conseil d'administration peut également nommer des fondés de procuration et d'autres mandataires commerciaux.

Un membre du conseil d'administration au moins doit avoir qualité pour représenter la société.

La société doit pouvoir être représentée par un ou plusieurs membres du conseil d'administration ou directeurs domiciliés en Suisse.

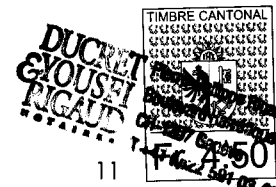
Article 29 Convocation des séances, fonctionnement

Le conseil d'administration fixe ses modalités de convocation et de fonctionnement par un règlement d'organisation adopté à la majorité de ses membres.

Article 30 Nombre de mandats maximums

Les membres du conseil d'administration ne peuvent exercer plus de cinq mandats supplémentaires dans des sociétés cotées en bourse et plus de dix mandats dans des sociétés non cotées.

En cas de délégation de la gestion, les membres de la direction ne peuvent exercer plus de un mandat supplémentaire dans des sociétés cotées en bourse et plus de cinq mandats dans des sociétés non cotées.



Sont pertinents les mandats au sein des organes supérieurs de direction ou d'administration d'entités juridiques qui ont l'obligation de s'inscrire au registre du commerce ou dans un registre similaire à l'étranger, à l'exclusion des mandats suivants :

- les mandats au sein de sociétés contrôlées par la société ou qui la contrôlent ;
- les mandats dans des associations ou des fondations caritatives ou d'utilité publique ou dans des fondations de prévoyance professionnelle.

Les mandats au sein d'entités différentes du même groupe comptent comme un seul et unique mandat.

Article 31 Durée des mandats

Les contrats qui prévoient la rémunération des membres du conseil d'administration sont limités, au maximum, à la durée du mandat en cours.

Les contrats qui prévoient la rémunération des membres de la direction sont en principe conclus pour une durée indéterminée avec un délai de congé maximum d'un an. Des contrats de durée déterminée peuvent être conclus pour un an au maximum.

Cette disposition s'applique aux contrats conclus par la société ou ses filiales.

TITRE V REMUNERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION

Article 32 Composition du comité de rémunération

Le conseil d'administration comprend un comité de rémunération qui se compose de trois membres.

L'assemblée générale élit individuellement les membres du comité de rémunération parmi les membres du conseil d'administration. En cas de vacance en cours de mandat, le conseil d'administration élit les nouveaux membres.

Les mandats des membres du comité de rémunération s'achèvent à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire. Ils sont rééligibles.

Le conseil d'administration élit le président du comité de rémunération. Pour le surplus, le comité de rémunération se constitue lui-même.

Article 33 Compétences du comité de rémunération

Le comité de rémunération assiste le conseil d'administration dans l'établissement et la révision périodique de la politique de rémunération de la société et dans la

préparation des propositions soumises à l'approbation de l'assemblée générale en matière de rémunération.

Il peut soumettre au conseil d'administration toute proposition en matière de rémunération.

Le règlement d'organisation du conseil d'administration et le règlement du comité de rémunération déterminent pour le surplus les attributions du comité de rémunération et les modalités de leur exercice.

Article 34 Principes en matière de rémunération

La rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction est déterminée selon leur fonction, leur responsabilité et leur performance.

Les membres du conseil d'administration reçoivent une rémunération fixe. Ils peuvent en outre recevoir une rémunération variable.

Les membres de la direction reçoivent une rémunération fixe et variable.

La rémunération fixe inclut la rémunération de base annuelle. La composante variable peut inclure des éléments de rémunération à court et à long termes. Elle peut être versée en espèces ou sous forme d'actions, d'options ou d'instruments similaires.

Le montant de la rémunération variable peut être fonction, notamment, de la performance individuelle du membre concerné, de celle de la société, de certains de ses segments d'activités ou du cours de l'action. La performance peut être mesurée en termes absolus ou selon des critères de comparaison pertinents.

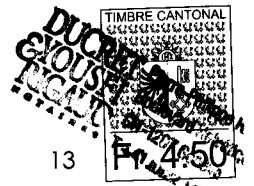
Le conseil d'administration (ou en cas de délégation le comité de rémunération) :

- spécifie le système de rémunération dans le cadre de la loi et des statuts;
- arrête les objectifs quantitatifs et qualitatifs et les critères pertinents pour le calcul de la rémunération variable et mesure leur atteinte ; et
- détermine les conditions d'octroi, les conditions et délais d'exercice ainsi que les éventuelles périodes de blocage et conditions de déchéance de plans de participation ou d'option.

La société peut octroyer des prêts aux membres de la direction. Les prêts ne peuvent dépasser trois mois de salaire. Ils sont remboursables au plus tard à partir de la fin des rapports de travail.

La société peut fournir aux membres de la direction des prestations de prévoyance en dehors de la prévoyance professionnelle qui ne pourront pas excéder, par année, 60% de la rémunération annuelle fixe perçue par le membre concerné.

Les éléments de rémunération mentionnés ci-dessus peuvent être versés par la société ou ses filiales pour les services rendus à ces dernières.



Article 35 **Approbation des rémunérations**

L'assemblée générale vote annuellement, sur propositions du conseil d'administration :

- le montant maximum de la rémunération globale des membres du conseil d'administration jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire ; et
- le montant maximum de la rémunération globale des membres de la direction pour le prochain exercice annuel.

Le conseil d'administration peut décider de soumettre la rémunération fixe et variable à des votes séparés. Il peut, dans ce cadre, décider de soumettre la rémunération variable, ou une partie de celle-ci, à une approbation rétrospective.

Le vote de l'assemblée générale a un caractère contraignant.

En cas de vote négatif sur les propositions du conseil d'administration, celui-ci peut soumettre immédiatement une ou plusieurs propositions modifiées jusqu'à l'obtention d'une approbation ou convoquer une nouvelle assemblée générale.

Si de nouveaux membres de la direction sont nommés après le vote sur les rémunérations et que le montant maximum global de la rémunération déjà approuvé par l'assemblée générale est insuffisant pour couvrir la rémunération de ces nouveaux membres, leur rémunération additionnelle sera réputée approuvée jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire à concurrence de 40% du montant maximum global de la rémunération déjà approuvée (montant complémentaire).

TITRE VI **ORGANE DE REVISION**

Article 36 **Elections et mandats**

L'assemblée générale élit un ou plusieurs réviseurs des comptes annuels et des comptes consolidés.

Les mandats des réviseurs s'achèvent à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire. Ils sont rééligibles.

Les réviseurs doivent remplir les exigences posées par la loi, notamment en matière d'indépendance, de qualifications et de surveillance.

Article 37 **Compétences**

Les réviseurs vérifient les comptes annuels de la société et les comptes consolidés du groupe et s'acquittent des autres tâches prescrites par la loi.

L'organe de révision doit être représenté à l'assemblée générale ordinaire, à moins que celle-ci ne l'en dispense par une décision prise à l'unanimité.

TITRE VII COMPTES ANNUELS - FONDS DE RESERVE - DIVIDENDE**Article 38 Exercice social**

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Article 39 Rapport de gestion

Pour chaque exercice, le conseil d'administration établit un rapport de gestion qui se compose des comptes annuels, du rapport annuel et des comptes consolidés.

Article 40 Emploi du bénéfice

Sous réserve de la loi, l'assemblée générale décide de l'emploi du bénéfice résultant du bilan. Le conseil d'administration soumet une proposition à l'assemblée générale.

TITRE VIII LIQUIDATION**Article 41 Personnes en charge de la liquidation**

En cas de dissolution de la société pour d'autres causes que sa faillite ou une décision judiciaire, dissolution qui ne peut être décidée que par une décision de l'assemblée générale prise dans le respect des dispositions de l'article 19, la liquidation a lieu par les soins du conseil d'administration, à moins que l'assemblée générale ne désigne d'autres liquidateurs.

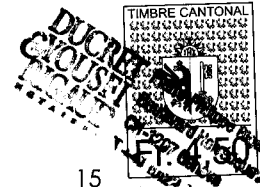
L'un au moins des liquidateurs doit être domicilié en Suisse et avoir qualité pour représenter la société.

Article 42 Compétences

Pendant la liquidation, les pouvoirs des organes sociaux sont restreints aux actes qui sont nécessaires à cette opération et qui, de par leur nature, ne sont point du ressort des liquidateurs.

L'assemblée générale des actionnaires conserve le droit d'approuver les comptes de la liquidation et de donner décharge au(x) liquidateur(s).

Le ou les liquidateurs sont autorisés à réaliser de gré à gré, s'ils le jugent à propos et sauf décision contraire de l'assemblée générale, les immeubles qui pourront appartenir à la société. Ils peuvent, en vertu d'une délibération de l'assemblée,



transférer à des tiers, contre paiement ou autre contre-valeur, l'actif et le passif de la société dissoute.

L'actif disponible, après paiement des dettes, est réparti conformément aux dispositions de l'article 745 du Code des obligations.

TITRE IX PUBLICATIONS - FOR

Article 43 Publications

Les publications de la société sont valablement faites dans la Feuille Officielle Suisse du Commerce. Le conseil d'administration peut également décider d'informer les actionnaires de la Société dans tout autre journal ou média.

Article 44 For

Toutes les contestations qui pourront s'élever, pendant la durée de la société ou sa liquidation, entre les actionnaires et la société ou ses administrateurs et réviseurs seront soumises aux tribunaux du Canton de Genève, sous réserve de recours au Tribunal fédéral.

TITRE X DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 45 Approbation des rémunérations

Lors de la première assemblée générale ordinaire qui suit l'introduction en bourse de la société, l'assemblée générale votera, sur propositions du conseil d'administration :

- le montant maximum de la rémunération globale des membres du conseil d'administration pour la période depuis l'introduction en bourse et jusqu'à la date de l'assemblée générale ordinaire (en plus du vote sur la rémunération jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire) ; et
- le montant maximum de la rémunération globale des membres de la direction pour la période depuis l'introduction en bourse et jusqu'à la fin de l'exercice annuel en cours (en plus du vote sur la rémunération pour le prochain exercice annuel).

Le notaire certifie que les présents statuts de **GeNeuro SA**, à Plan-les-Ouates, sont ceux actuellement en vigueur, y compris la modification décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires et exécutée par le conseil d'administration le présent jour.

Genève, le 14 avril 2016.

Le notaire :

